

école et la garde des enfants ne chose », estime-t-il. « Les élus de la commune, pas pas la priorité du moment. »

SYNDICATS D'ENSEIGNANTS ET PARENTS D'ÉLÈVES

est avec un institutionnel on va pouvoir trouver un arrangement mais avec un privé, qui attend son complément de revenus, ce sera plus délicat ». Paul Duverger en appelle également aux assureurs pour qu'ils jouent leur rôle : « j'ai apprécié que le président en parle. C'est vraie que le virus n'est pas dans les contrats. Mais bon les pertes de marchandise elles ont été réelles. »



Paul Duverger, président de la Fagih pour la région.

archives photo Le DL/
Pierre CHARLES

► **Guy Métral, patron de la Chambre de commerce et d'industrie de la Haute-Savoie (CCI 74)** : « Le Président a réalisé sa meilleure prestation depuis le début de la crise. Il a mis un cap, une date, un objectif. La situation est complexe, il faut avoir un raisonnement positif. On doit leur faire confiance. » Au niveau de l'accompagnement des entreprises, il estime « qu'ils ont fait ce qu'ils devaient faire avec des mesures d'urgence relayées par tous les services de l'État qui sur le terrain jouent le jeu. »

► **Emmanuel Huss, secrétaire départemental 1^{er} degré du syndicat d'enseignants SE-Unsa 74** : « Reprendre l'école le 11 mai comme l'annonce le Président nous paraît très difficile. Tout s'est arrêté brutalement le 13 mai, la reprise ne doit pas se faire dans la précipitation. Pour nous, la priorité est la sécurité sanitaire. Comment mettre des centaines d'enfants dans les écoles tout en respectant la distanciation sociale ? Sachant qu'appliquer les règles mises en œuvre pour l'accueil des enfants de soignants est irréalisable. C'est aberrant de mettre en classe, donc en milieu confiné, 28 élèves alors que des regroupements de moindre importance sont interdits. Il faut absolument revoir précisément les modalités de retour en classe pour protéger les élèves, leurs familles et les personnels éducatifs. »

► **Philip Domergue, référent Covid-19, syndicat d'enseignants du 1^{er} degré Snuipp-FSU 74** : « Rouvrir les écoles le 11 mai n'est pas crédible, on est tous tombés des nues en entendant le président. Elles ont été fermées avant le confinement et on commencerait le déconfinement par elles ? C'est quoi ce délire ? D'ailleurs, Jean-Michel Blanquer a semble-t-il déjà commencé à rétro-pédaler. Les écoles sont forcément des lieux de contagion, donc, sauf à imaginer qu'il n'y ait plus de virus en France le 15 mai, il va falloir des masques et des tests pour tout le monde, et tester les gens plusieurs fois. Je ne vois pas par quel miracle ce serait possible d'ici un mois. Comment va-t-on accueillir tous les élèves, sachant que pour les enfants de soignants, les consignes sont de limiter les groupes à 10 en élémentaire et 5 en maternelle ?

Comment on fait pour les cantines scolaires ? Pour les attroupements aux portails ? On a vraiment du mal à comprendre la logique. »

► **Jean-Louis Kieffer, secrétaire départemental du syndicat d'enseignants Snudi-FO** : « Annoncer une reprise le 11 mai me semble précipité. On ne se leurre pas sur le fait qu'il y a une pression à faire repartir au maximum l'économie, mais l'école ne doit pas être la variable d'ajustement pour que les parents puissent retourner au boulot. Qu'en est-il de la sécurité des personnels ? Qu'est-ce qu'on fait des enseignants qui ont des problèmes de santé et qui sont aujourd'hui dispensés de fait ?

Est-ce qu'on va leur demander de retourner devant les classes sans qu'il y ait eu de tests de dépistage ? Ou seront-ils remplacés ? Se pose aussi la question des femmes enceintes. Il y a collègues qui sont tombés malades en assurant le service minimum d'accueil. En l'absence de dépistage systématique, on va continuer d'exposer les enseignants au virus de façon un peu irresponsable. »

► **Laëtitia Popin, présidente de l'Association de parents d'élèves de l'enseignement libre (Apel 74)** : « C'est surprenant d'avoir une date aussi précise et aussi rapprochée pour le retour en classe, alors que les écoles avaient été les premières fermées et qu'on parlait d'une réouverture en juin, voire en septembre. On comprend bien que pour certaines familles, l'école à la maison est difficile et que des enfants peuvent être en décrochage. Nous prenons note de cette annonce et du fait que la reprise soit annoncée comme progressive. On verra

quels en seront les critères, la logistique. En tant que parents, on fait confiance à l'institution et on attend les informations de nos établissements. »

► **Jean-Pierre Coste, trésorier et référent 1^{er} degré, FCPE 74** : « Le Président a tenu des propos assez vagues et le ministre de l'Éducation nationale lui-même a dit mardi matin qu'il ne savait pas trop comment la reprise des cours allait se passer. C'est un sujet sur lequel les parents nous interrogent et que l'on va aborder mercredi soir en visioconférence avec la directrice académique. L'annonce d'Emmanuel Macron questionne : va-t-on diviser les classes pour assurer la sécurité sanitaire ? Et avec quels moyens pour encadrer les élèves ? Comment vont faire les établissements qui ont 400 élèves et seulement deux ou trois lavabos pour faire respecter les règles d'hygiène ? Comment les faire respecter en maternelle ? »

► **Carme Marra, secrétaire départemental du syndicat d'enseignants Sgen-CFDT 74** : « La date du 11 mai est peut-être prématurée, mais il va y avoir urgence. Il va falloir que les enfants retournent à l'école, car on est en train de creuser dramatiquement les inégalités. De plus, beaucoup sont en souffrance après un mois de confinement, en particulier ceux qui ont des besoins particuliers. Pour eux, c'est extrêmement compliqué. Il va aussi falloir que le ministère de l'Éducation nationale soit beaucoup plus précis sur la progressivité du retour en classe qui a été évoquée par le Président. Pour l'instant, localement, l'administration n'a pas de réponse à nos questions, on nous dit qu'il est urgent d'attendre. »